

## La crise

### La dimension criminelle de la Crise

19 Nov 2008

Et si les crises financières étaient causées par des gangsters ? Et si elles étaient le produit évident de l'économie criminelle ? On a tout dit sur la crise financière actuelle, on a démonté tous les rouages de cette infernale mécanique qui des subprimes nous a conduit à la profonde crise économique qui ravage aujourd'hui le monde. Une crise qui remet en cause le capitalisme libéral issu des accords de Bretton Woods. Sauf à identifier les ressorts fondamentaux qui seraient des agissements mafieux, des pratiques criminelles avérées. Un commissaire de l'Union européenne allait jusqu'à dénier il y a encore quelques jours toute dimension criminelle à la crise. Trois experts, le journaliste Xavier Raufer, animateur du centre de recherche sur les menaces criminelles contemporaines (MCC, lié à l'Université Paris 2, Panthéon Assas), Noël Pons et Jean-François Gayraud ont entrepris de mettre la question sur le tapis. Oui, affirment-ils à l'unisson, la crise actuelle, comme les précédentes, est directement liée à la criminalisation de l'économie. Ils ont jeté le pavé dans la mare devant un public très fermé de spécialistes lors d'une conférence tenue mardi soir 18 novembre à la faculté de droit du Panthéon.

Pour comprendre, insiste le commissaire Gayraud, il faut remonter à la crise des "Savings and Loans" qui a ravagé le monde des Caisses d'épargne américaines au cours des années 1980. Près de 80% d'entre elles ont disparu dans la tourmente, 747 en tout, sur l'ensemble du territoire américain. Le coût de cette crise est estimé à environ \$160.1 milliards de dollars, dont \$124.6 milliards assumés directement par le Trésor américain, donc par les contribuables. Cet apport massif a largement contribué au déficit budgétaire américain au début des années 1990.

"Soit l'équivalent du coût de la deuxième guerre mondiale, soutient Gayraud. Or des groupes mafieux sont clairement à l'origine de cette crise".

Il n'avait pas échappé à certains groupes mafieux, expose-t-il, que le domaine des Caisses d'Epargne n'était régi par aucune régulation sérieuse, par aucun contrôle efficace. La situation a été aggravée par une loi "Garn-St. Germain Depository Institutions" de 1982, dérégulant totalement le secteur.

Dans ces années 1980, il était plus facile d'ouvrir une caisse d'Epargne qu'un casino dans le Nevada. Les mafieux se sont enfoncés dans cette faille pour mener leurs affaires criminelles. Ils se sont en particulier acoquinés avec des directeurs de caisse pour s'emparer d'un grand nombre d'entre elles, les piller par divers moyens pervers. Prêts sur documents falsifiés, à très faible taux, accordés dans des conditions plus que libérales : ces quelques pratiques ont permis à l'économie criminelle de s'alimenter largement en cash. Les caisses se sont lancées dans une course éperdue aux investissements hors logement, en s'appuyant notamment sur des investisseurs définis comme "discutables". Et pour masquer leurs pratiques frauduleuses, elles ont commencé à truquer les comptes. C'était "l'intérêt" de tout le monde. Cette belle histoire a eu une fin : en 1987, l'Attorney général du Gouvernement américain doit reconnaître l'existence au niveau national de fraudes massives. 30 à 40 % des prêts alors en cours auraient été frauduleux ! Nous sommes bien dans la configuration d'une économie criminelle. L'essentiel des gains illicites engrangé par les mafias a disparu dans des institutions financières situées dans des paradis fiscaux. De façon assez étonnante les Yakuza japonais sont réputés avoir pris une part majeure dans ce scandale.

Première conséquence, chute dramatique du marché de la construction américain, passant entre 1986 et 1991 de 1,8 millions de maisons par an à 1 million. Et tout le système du financement de la construction s'effondre, alors que les banques classiques n'ont guère d'expérience en ce domaine. C'est l'essentiel à retenir.

Car, souligne pour sa part Noël Pons, la crise qui a éclaté ce printemps est dans sa mécanique quasi identique à celle des années 1980, sauf que les acteurs sont différents. Dans une nouvelle configuration

les banques sont désormais alimentées en demandes de prêts par des courtiers spécialisés, qui promettent tout, et même la lune. Le montant des prêts dépasse fréquemment les 125 % de la valeur de la maison objet de l'emprunt, dont la valeur est elle-même fortement surévaluée. C'est plus simple, plus sûr, mieux que le casino. Pour éviter une mise en lumière trop crue sur ces méthodes désastreuses pour l'avenir, mais plus que profitables dans l'immédiat, les banques entreprennent de regrouper dans des pots communs les prêts, en les "titrisant", puis dans un deuxième temps en mêlant ces titres pourris avec d'autres créances dans des structures globales qui seront elles-mêmes valorisées de façon anarchique. Naturellement, les comptes sont truqués. Dans un troisième temps, ces structures "globalisées" sont assurées, puis réassurées, nouveaux flux de fonds, donc, et enfin revendues à des "investisseurs" tout aussi douteux que dans les années 1980, logés, bien sûr, dans des paradis fiscaux. Les "créances" revendues servent elles-mêmes de levier pour "lever" des emprunts auprès des grandes banques d'affaires. Lesquelles placent ces "valeurs virtuelles" auprès d'autres banques qui n'y voient que du feu, notamment en Europe occidentale et de l'Est; dans des collectivités locales - les municipalités anglaises et plusieurs Conseils généraux français en sont infectés -; ou à des institutions aussi surprenantes que des clubs de foot. Etc. Autrement dit on vend à tout le monde du vent, puisque la base de toute la machinerie est constituée en grande partie de créances non recouvrables. Un point est absolument certain : du bas en haut de l'échelle sont mises en oeuvre par manoeuvres frauduleuses des pratiques criminelles et par tout le monde, la plupart des opérateurs étant conscients de leur implication. Ceux qui s'y refusent sont écartés sans ménagement. Les autres acceptent parce que les "bonus" - on les estime à 3 milliards de dollars - sont si importants qu'on ne peut les négliger. Ces pratiques à caractère mafieux se prolongent dans la manipulation des marchés financiers, admet Michael Mukasey, l'Attorney general de Georges "W", le 23 avril 2008, lors d'une conférence sur le crime organisé au Center for Strategic and International Studies (CSIS). Alors que dans la crise des Saving&Loans l'intervention des mafias était somme toute limitée, désormais, c'est l'ensemble d'une économie qui est placée sous la coupe de méthodes criminelles, ce sont les hommes ordinaires, on est passé à un stade supérieur, la criminalisation d'une société dans son ensemble. Personne ne comprenait ce qui se passait, mais tout le monde en profitait. Le "crime organisé", désormais ce ne sont plus des "sales types" (bad guys), mais lui, votre voisin, votre avocat, votre conseiller financier, voire votre banquier.

Et, comme de juste, l'administration Bush et les Républicains se sont farouchement opposés à toute forme de régulation qui aurait pu freiner le développement de ces pratiques criminelles, dans lesquelles nombre d'entre eux seraient impliqués. Il fallait choisir entre ce scandale et la "Guerre au terrorisme". Pour Bush ce choix était évident.

En guise de conclusion, Noël Pons rapporte la formule paradoxale d'Alan Greenspan, l'ancien Président de la FED, le Federal Reserve Board.

Si vous avez cru comprendre ce que je viens de vous dire, c'est que je me suis mal expliqué.

Noël Pons est inspecteur des Impôts, actuellement chargé de mission au SCPC (Service central de Prévention de la Corruption). Son dernier livre, publié chez Odile Jacob : "Cols blancs et mains sales". Il publiera un nouvel opus d'ici à la fin de l'année, toujours dans le domaine de l'économie criminelle. Avant d'être détaché à l'INHES, le commissaire Jean-François Gayraud a été le n°2 à la sous-direction de la sécurité et de la protection du patrimoine à la DST, adjoint du commissaire Martini. Gayraud a également publié deux livres couvrant ce secteur : Le Vol, (avec David Sénat)aux PUF, 2001, et Le Monde des mafias, Géopolitique du crime organisé, Odile Jacob, Paris, 2005.

Je précise que cet article décrit les mécanismes de façon assez sommaire, forcément grossière tant les méthodes utilisées ont été "sophistiquées".

### **Les gangsters dans l'économie (suite)**

26 Nov 2008

Et si les gangsters de l'économie criminelle profitaient de la crise pour s'infiltrer dans l'économie légales ? Les services de renseignement français sont inquiets : les cours en bourse de nombreuses sociétés financières et/ou porteuses de technologie sont tombés si bas que certaines grandes sociétés envisagent de

sortir de la cote. Les cours sont même si anormalement bas que les acteurs de l'économie criminelle pourraient être tentés d'entrer en force sur le marché. En particulier par le biais des fonds d'investissements et des Hedge funds spéculatifs, qui, pris à la gorge, soldent leurs avoirs à tout va. On avait eu des suspicions à ce propos après les attentats du 9/11 (11 septembre 2001) à New-York. Cette hantise revient en force avec la crise qui ravage les économies mondiales depuis la fin de l'été.

C'est une crise dans le capitalisme, souligne le publiciste Guy Sorman, lors d'une réunion privée organisée par l'Association des Auditeurs de l'INHES hier soir, mardi 25 novembre. Ce n'est pas une crise du capitalisme. La croissance continue de l'économie depuis 1991 ne peut faire l'économie de crises régulières. L'innovation est le moteur de cette croissance, mais on ne peut prévoir le succès de toutes les innovations. Quand on se trompe sur certaines d'entre elles, c'est la crise. Soit parce que personne n'en veut, soit parce que tout le monde en veut. Tel est le cas de cette extravagante innovation qu'ont représenté les produits dérivés à très haute rentabilité apparente, destinés à satisfaire les besoins des fonds de pension, donc à accroître au mieux les retraites par capitalisation. Pur produit spéculatif, mélange de produits financiers solides, et d'autres qui ne reposaient sur rien, il était logique que l'édifice s'effondre.

Le Figaro du 21 novembre relève ainsi que le cours du Crédit Agricole SA, a terminé à 7 euros, bien en dessous du prix de l'augmentation de capital de 5,9 milliards d'euros réalisée en juin.

Une véritable descente aux enfers pour la banque dont la capitalisation a cédé près de 60 % depuis janvier.

Une descente dépassée par la banque Natixis qui a cédé encore 2,9 % le 20 novembre, à 1,34 euro. Cette inquiétude quant au devenir des sociétés cotées en bourse a dominé une réunion du Club des Directeurs de Sécurité d'entreprise, tenue ce matin à Paris. Car, avec la crise et l'effondrement des cours de bourse, on voit apparaître de nouveaux intervenants pour le moins mal venus, les détenteurs de capitaux sales, de l'argent en voie de blanchiment, qui contrôlent des centaines de milliards de dollars. Beaucoup plus que les grands fonds souverains mis en place par les pays pétroliers. Et a fortiori que notre "fonds souverain" français qui ne devrait pas excéder 30 milliards d'euros ! Certains experts, comme le préfet Pierre Monzani, le directeur de l'INHES, n'hésitent pas à affirmer que "nous ne sommes pas à la hauteur de cette menace de mainmise par le monde criminel". Sans reculer devant la provocation, le criminologue et conseiller de notre Omni Président Sarkozy, Alain Bauer croit même pouvoir affirmer :

J'ai une bonne nouvelle à vous annoncer. Il y a au moins une entreprise qui marche bien, c'est l'entreprise criminelle, la première société mondialisée, parfaitement gérée. Elle est devenue un Etat dans les Etats, ses patrons ne sont plus de sombres gangsters d'opérette, mais des fils de famille - mafieux - passés par les grandes universités américaines. Nous assistons à une extraordinaire professionnalisation des mafias, des groupes criminels. Italiens et Siciliens, Colombiens, Yakuzas japonais. Ils ne s'embarrassent pas de morale, ils ne respectent pas la loi, ils offrent une réponse pragmatique dans la gestion de la crise.

Face à cette situation pour le moins inquiétante, il n'y a donc pas lieu d'être surpris d'entendre René Bailli, Directeur central adjoint de la DCRI (Direction Centrale du Renseignement Intérieur), chargé du service de la protection du patrimoine, lancer un appel pressant aux entreprises pour qu'elles participent à la "coproduction de la sécurité" notamment des capitaux. En clair, si les entreprises veulent bénéficier de la protection offerte avec insistance par les services de renseignement français, DCRI, DGSE (renseignement extérieur), SCTIP (coopération internationale des services de police), elles doivent accepter de collaborer, de signaler toutes les anomalies, tous les incidents, toutes les tentatives menées par les prédateurs. Et avant tout pour veiller sur le rôle des fonds d'investissement, contrôler les flux, en particulier lors des "restructurations" (lisez rachat après faillite) des capitaux nécessaires pour renflouer les victimes de la crise.

Où l'on s'aperçoit que les problèmes de sécurité ont changé de dimension : la sécurité dans les banlieues, les affaires de Villiers-le-Bel et autres, deviennent dérisoires à côté de la casse industrielle et de l'insécurité économique générée par la crise.

## **Une déconstruction du monde, après faillite**

30 Nov 2008

La crise est un voile qui se déchire, en révélant tout ce qu'on avait refusé de voir jusque là. Ce n'est pas simplement un aphorisme vague, mais une constatation évidente. La crise économique laisse surgir à la surface des préoccupations profondes que l'euphorie de la croissance masquait. Le phénomène capital est la croissance économique. Comme l'observe avec justesse Guy Sorman (dîner débat avec les auditeurs de l'INHES, 25 novembre), nous avons vécu depuis 1991 dans la croyance d'une croissance continue, qu'il estime à 5% du Produit mondial brut par an. C'est gigantesque, et on s'est installé dans l'illusion que ce rythme de croissance se maintiendrait pendant un temps sans limite. Certes, on comprenait bien que cette progression ne pourrait être continue, qu'elle serait marquée par des pauses, voire des reculs plus ou moins importants. Mais on la considérait comme de toute façon irréversible dans le modèle économique qui a lui a permis de se développer.

Or voici justement que cette crise actuelle apparaît comme beaucoup plus radicale que les autres. Autour des fondations, la terre se disloque, on découvre précisément que ces fondations sont loin d'être aussi solides qu'on le croyait. Et même qu'elle se révèle d'une grande fragilité.

Pour avancer, il est nécessaire d'établir un premier bilan, qui nous conduira inmanquablement à une déconstruction du modèle pour pouvoir imaginer une autre forme de vie sur terre. Le projet est ambitieux, je le sais, mais je pense qu'on ne peut éviter d'affronter cette immense difficulté.

Voici quelques uns des premiers éléments de mon analyse.

### Déconstruire-reconstruire

Crise d'un modèle fondamental. Ce modèle est archaïque, il se réfère à une structure mentale antérieure à la première renaissance, au 15<sup>e</sup> siècle, centrée autour du château du Seigneur, de son carrosse, de son écurie, et d'une production principalement tournée vers la subsistance. Ce modèle s'est transformé en se généralisant, le château est devenu une petite maison individuelle dans une banlieue infinie, le carrosse s'est transformé en une grosse caisse métallique, la bagnole, entraînés par quelques dizaines de chevaux sous un capot-moteur.

Loin de renverser ce schéma, la Révolution de 1789 l'a imposé comme une nécessité, comme un droit pour tous. Depuis le début du 19<sup>e</sup> siècle la révolution industrielle s'est développée sur ce modèle, d'abord en Europe, puis aux Etats-Unis, puis dans le reste du monde. La liberté, c'est la petite maison et la bagnole. Et tout le système industriel qui permet d'assurer la pérennité de ce système. Urbanisme, architecture, béton, grands travaux routiers, sidérurgie, électronique, industrie automobile tout concourt à amplifier le modèle, puis à l'autojustifier. On ne peut revenir sur ce système sauf à mettre à bas toute l'économie mondiale. Il est au demeurant pour le moins étrange que les pays émergents adoptent ce modèle sans discussion.

Le système communiste, plus exactement le système collectiviste avait tenté d'imposer au autre modèle, fondé sur la gestion de masse et non sur l'individu. Le problème est que ce système ne pouvait que faillir dans la mesure où la massification impliquait l'écrasement de l'individu, la répression généralisée. Ce n'est pas la modèle qui s'est effondré, mais les moyens choisis pour l'atteindre. Car la réponse était d'une certaine façon pertinente : on ne peut aller jusqu'à l'infini dans le modèle rurbanisé de la société, forcément une limite sera atteinte. La crise absolue s'inscrit logiquement dans ce développement.

Il est une autre révolution que l'on ne perçoit pas : la généralisation progressive de la « virtualité », d'un mode de communication fondé sur les rapports virtuels. Le grand révolutionnaire n'a pas été Marx, ni Rockefeller, ni personne, mais Edison. L'immense révolution est issue de l'exploitation des ondes, ondes de toutes sortes, comme support de la communication. Le téléphone, puis la radio, puis la télévision. Internet n'est qu'un avatar de ce système, mais qui le pousse toujours plus loin dans ses implications.

Pour se parler, le transport par onde des informations ne nécessite plus une présence physique des deux partenaires, la présence peut ne plus être que virtuelle.

## **La crise et un mode de production absurde**

02 Dec 2008

Suite de la réflexion sur la crise.

Le modèle traditionnel s'appuyait à l'origine sur un mode de production assez sommaire, l'agriculture vivrière complétée par des pratiques encore proches des populations primitives, telles la chasse et la pêche. Si l'agriculture s'est progressivement industrialisée pour affronter les besoins d'une population mondiale toujours grandissante, si la chasse a pratiquement disparu comme activité productrice, ne subsistant de façon marginale que comme loisir, de manière assez curieuse la production piscicole n'a suivi que très tardivement le mouvement, puisque la pêche n'a guère évolué depuis les temps anciens. Sinon pour participer à un épuisement rapide des ressources naturelles. La production des fermes aquatiques, marines ou de rivière, reste aujourd'hui à peu près égale à celle de la pêche en mer. Laquelle est très probablement vouée à la disparition en raison des conditions de travail que supportent de moins en moins les ouvriers de la mer, les ouvriers qu'on appelle des pêcheurs.

A terre, la production industrielle a tendu à satisfaire dans des proportions de plus en plus larges les besoins des consommations marginales plutôt que des consommations fondamentales. Je m'explique : aujourd'hui la sidérurgie travaille pour l'essentiel afin de répondre à la demande de l'industrie automobile.

Or l'automobile présente cette particularité d'être un produit aussi peu rentable que possible. Contentez-vous d'observer le taux d'occupation des véhicules privés dans la circulation. Vous pourrez constater que dans leur quasi totalité ils ne sont occupés que par une seule personne. Soit déjà une rentabilité inférieure à 25%. En outre, le véhicule reste immobilisé le long d'un trottoir ou dans un garage au moins vingt heures par jour – au mieux – sinon plus. Taux de rentabilité donc inférieur à 20%. Seule exception : le temps des vacances au cours de laquelle la famille entière est embarquée. Ce produit automobile d'une rentabilité dérisoire est en outre d'une très grande dangerosité. 4000 morts et 200 000 blessés par an en France, a minima 20000 morts 1400000 blessés par an en Europe, à peu près autant aux EU. Quant au « monde émergent », Afrique et Asie, n'en parlons pas, les chiffres sont alarmants. Nous voici donc en face d'un outil d'une efficacité économique dérisoire, avec à la clé des dépenses de santé effroyables. Et qui nécessite pour tourner d'énormes masses d'énergie, en particulier le carburant tiré de ressources non renouvelables, mal réparties sur le globe, qui s'épuisent vite.

Ainsi considéré, le vecteur majeure de notre croissance apparaît comme un grave facteur de gabegie. La croissance peut-elle se justifier par la nécessité de cette gabegie ? On ne se pose la question – quelques minutes seulement – que lors des crises périphériques qui nous obligent à considérer les choses autrement. J'appelle « crise périphérique » la succession d'événements qui nous contraignent à regarder les choses de plus près. C'est le cas en particulier des « chocs pétroliers » successifs au cours desquels les prix des carburants ont été multipliés à la production par 10, passant de 15 dollars le baril de pétrole à 150, pour retomber à 50 : ces mouvements erratiques mettent l'accent sur la dépendance absurde de notre modèle économique avec des décisions complètement irrationnelles. Le même raisonnement peut être appliqué, mais sans dimension d'un risque mortel, aux besoins énergétiques indispensables pour construire et chauffer les maisons individuelles. Il s'avère que la montée permanente prix du mazout domestique contribue à appauvrir dans des conditions souvent dramatiques les propriétaires modestes. J'avais déjà attiré l'attention de l'opinion sur cet aspect très particulier dans mon livre « Dossier I... comme immobilier » publié en... 1974. Naturellement personne ne m'a écouté. Et aujourd'hui, dans les banlieues des pays froids, aussi bien aux Etats-Unis qu'en Europe, on se gèle, sans espoir de voir la situation s'améliorer autrement que par miracle. Comme le miracle n'existe pas, il faudra bien reconsidérer l'option du « tout maison individuelle ».

Une option qui a une seconde conséquence tout aussi coûteuse, la révolution de la distribution des biens désormais dominée par ce qu'on appelle la « grande distribution », à savoir les hyper marchés, les malls implantés au sein des banlieues. Les clients sont drainés par des parkings immenses.

## **Et l'écologie, bordel ! L'Ecologie, ça existe ?**

La suite de ma réflexion porte naturellement sur la destruction rapide de l'environnement liée à l'expansion de la société de consommation.

Donc, le solution à tous nos maux, c'est l'écologie. Active. Ah oui ? Mais « keskecsé », l'écologie ?

Je ne suis pas vraiment ce qu'on appelle un écolo fanatique c'est-à-dire obsessionnel, hostile au fond de moi-même à toute forme de progrès parce que j'ai peur, parce que je ne veux pas montrer ma peur, donc je l'habille avec un jargon écolo-réactionnaire. Il y a les écolos qui ont peur de tout, et les observateurs de l'environnement qui se dégrade, le combat des uns et des autres n'est pas toujours, n'est pas forcément le même.

Il ne s'agit pas seulement de la société de consommation. En vérité, la présence de l'homme a toujours contribué à la destruction de l'environnement, à partir du moment où la race humaine est sortie de sa niche initiale. L'homme prend la place de la nature, plus il y a d'hommes, moins est importante la place de la nature. Désormais on doit compter ce qui reste de nature sauvage. Nouvelle Guinée, Amazonie, quelques arpents du Nord Canadien et du Nord russe. Ou encore dans les marais de Louisiane et de Floride. Chez nous, en Europe, nos champs sont labourés depuis des millénaires, nos forêts sont toutes artificielles puisque nos forêts primaires ont été détruites dès l'invasion des Celtes, quelques siècles avant Jean-Claude (before JC). Parfois aussi, la sauvage nature reprend le dessus, comme dans certaines portions du Mexique. Sinon... En allant au Niger, j'ai été frappé par l'invasion des espaces semi désertiques par les sacs en plastique noirs. La steppe est noire et mouvante, ce sont les sacs poubelles qui volent sous la poussée du vent.

La mer... La mer est, on le sait, une poubelle, les marins se débarrassent de leurs ordures en les jetant par dessus bord... Les pétroliers nettoient leurs cuves avec de l'eau de mer, aussitôt polluée, aussitôt rejetée...

Pire : la plus grande partie de nos ressources naturelles fossiles a été détruite par les nécessités de l'expansion. Seuls les noms de villages et de vallées rappellent que la France a été un pays incroyablement riche en or.

Tout serait réglé si on respectait de façon stricte les règles fondamentales et détaillées de l'écologie. Ah oui ? Je vais vous choquer encore : l'écologie n'apporte aucune solution, c'est un combat de défense, d'arrière garde, et, comme tel, perdu d'avance. C'est un combat contre les effets d'une civilisation aussi galopante qu'incontrôlée. Le chant d'un retour à la nature sauvage n'est même pas utopique, il relève de l'impossible. On ne revient jamais en arrière, contrairement à ce que veulent croire les écologistes.

Prenons un exemple parmi d'autres d'une situation aberrante. Pour économiser les énergies fossiles, tous les pays du monde se lancent à la conquête des énergies renouvelables. Parmi lesquelles l'éolien, c'est-à-dire la récupération de l'énergie du vent. On peut escompter 10, 15 % d'économies. A condition de multiplier les « fermes d'éoliennes », comme on peut en voir en Californie, à l'entrée de Palm Springs ou de San Francisco. Ou en Beauce, entre l'autoroute A 20 et la ligne de chemin de fer. Des centaines d'éoliennes géantes poussent un peu partout dans le monde. Or ces tours hautes souvent de plus de 100 mètres sont un vrai facteur de pollution visuelle. Et de bruit. Des groupes d'écolos sont en train de se constituer pour bannir ces engins monstrueux. Ce n'est qu'un détail, dans un problème d'une immense complexité. Alors, faut-il agir sur la source des pollutions, c'est-à-dire notre mode de vie toujours plus exigeant en énergie, ou sur les effets de la pollution, c'est-à-dire la consommation excessive d'énergie fossile ?

Réfléchir à la crise, c'est aborder ces questions sans œillères.

Et voici qu'un de mes amis me pose la question : et si la crise était un événement salutaire ? Et Si elle nous obligeait à rechercher d'autres solutions ?

En France, on n'y est pas encore : dans son plan de relance, pour sauver l'emploi des ouvriers de l'automobile, Notre excellent Président, mon OmniPrésident, privilégie le soutien économique à l'industrie de la bagnole. La source de toutes les pollutions. Et nous voici reparti pour un tour...